



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025219-0005 du 7 août 2025

Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation des installations de la société AUBE BEDDING situées sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU l'annexe III de la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7 à L. 512-7-7, L. 514-5, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 et R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 83-3305 du 2 août 1983 autorisant la société LA FINITION DU SIEGE à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 93/3432 du 27 octobre 1993 autorisant le transfert des activités de l'usine DUMESTE à l'unité située rue de l'Europe sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE et l'autorisant à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06-1234 du 29 mars 2006 autorisant la société CAUVAL INDUSTRIES à exercer de nouvelles activités soumises à déclaration sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10_3210 du 14 octobre 2010 relatif à la société VALCO, entité du groupe CAUVAL INDUSTRIES ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SG-2015183-0001 du 2 juillet 2015 portant prescriptions complémentaires à la société CAUVAL INDUSTRIES ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 fixant le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2024058-0002 du 27 février 2024 portant modification des conditions d'exploitation des installations de la société AUBE BEDDING situées sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU les récépissés de transfert d'exploitant du 9 février 2006 et du 11 décembre 2007, transférant le bénéfice de l'autorisation d'exploiter à la société VALCO, entité du groupe CAUVAL INDUSTRIES ;

VU le courrier du 13 février 2020 actant le changement d'exploitant du site au nom d'AUBE BEDDING ;

VU le porter à connaissance déposé par l'exploitant en date du 12 décembre 2024 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 18 février 2025 ;

VU le courrier recommandé du 18 février 2025 avec accusé de réception du 26 février 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société AUBE BEDDING et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU les remarques de l'exploitant par courriel du 28 février 2025 sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet, eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu, notamment, ne justifie pas le basculement en procédure d'autorisation ;

CONSIDÉRANT, en particulier, l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

La société AUBE BEDDING dont le siège social est situé rue Édouard Estevez à BAR-SUR-AUBE (10200), doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE, les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire.

ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 93/3431 du 26 octobre 1993 est modifié comme suit :

« Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis dans le tableau ci-dessous :

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique Installations classées	Caractéristiques de l'installation	Régime
1510-2	<p>Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ (E)</p> <p>AUBE BEDDING stocke ses matières premières et ses produits finis dans plusieurs bâtiments. Au total, ces bâtiments ont un volume d'environ 513 100 m³.</p>	<p>Le volume de l'IPD étant composé des :</p> <p>- Bâtiments de stockage de produits finis : 5, 9, 12, 21, 24, 30, 35 et 37 volume stocké bâtiment de stockage : 341 288 m³</p> <p>- Bâtiments de stockage de matières premières et semi finis : 1, 2, 13, 14, 15, 16, 17, 23, 25, 26, 29, 34 et 39 volume stocké bâtiment de stockage : 171 792 m³</p> <p>Volume total de l'IPD 513 080 m³</p>	E
2940-2a	<p>Application, cuisson, séchage de Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc sur support quelconque.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>a) Supérieure à 100 kg/j (E)</p>	<p>L'utilisation quotidienne maximale à prendre en compte pour le classement est de 450 kg/j.</p>	E
1414-3	<p>Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés [...]</p> <p>3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes) (DC)</p>	<p>Une aire de remplissage des réservoirs des chariots gaz est à proximité de la citerne de propane.</p>	DC
2661-2b	<p>Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) [...]</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j (D)</p>	<p>La quantité traitée de mousse et de latex est au maximum de 10,5 t/j.</p>	D
2910-A2	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b(v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p>	<p>La chaufferie comporte une chaudière fonctionnant au gaz naturel d'une puissance 7,5 MW.</p>	DC
2925-1	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (D)[...]</p>	<p>La puissance totale installée est de 73 kW, mais inférieure à 50 kW par bâtiment.</p>	D

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique Installations classées	Caractéristiques de l'installation	Régime
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : Supérieure à 1.000 kW (E) 14.12.2013 2) Supérieure à 150 kW , mais inférieure ou égale à 1000 kW (DC) 27.07.2015	La puissance totale installée est de 405 kW	DC

E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle), NC (non classé)

Les installations mentionnées à l'article 1.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié au président de la société AUBE BEDDING.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BAR-SUR-AUBE, pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de BAR-SUR-AUBE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de BAR-SUR-AUBE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la sous-préfète de BAR-SUR-AUBE.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.